European Journal of Turkish Studies

Social Sciences on Contemporary Turkey

30 | 2020

Numéro en lutte

Quelque part en Asie : l'expérience d'un "chercheur en visite"

Camille Noûs

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ejts/6622>

DOI : 10.4000/ejts.6622

ISSN : 1773-0546

Éditeur

EJTS

Référence électronique

Camille Noûs, « Quelque part en Asie : l'expérience d'un "chercheur en visite" », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 30 | 2020, mis en ligne le 30 octobre 2020, consulté le 25 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/6622> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ejts.6622>

Ce document a été généré automatiquement le 25 mai 2021.

© Some rights reserved / Creative Commons license

Quelque part en Asie : l'expérience d'un "chercheur en visite"

Camille Noûs

- 1 Ce numéro « en lutte » comprend et combine, les lecteurs et lectrices l'auront compris, plusieurs témoignages de première main. Voici le récit d'une expérience dans un centre de recherche d'un pays extra-européen, en l'occurrence asiatique, où certaines des conditions proposées en France par le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) sont déjà en application. Il sera notamment question de la managérification de la recherche, de la recherche sur projets et à court terme, ainsi que des sujets d'intérêt national. Là où les considérations sur la LPPR en France peuvent paraître, dans une certaine mesure au moins, spéculatives, cette note a pour but d'informer sur des conditions de travail bien réelles, sur la manière dont elles affectent la qualité de la recherche, mais aussi la qualité de vie des chercheurs, particulièrement ceux dont le travail comporte une dimension historique.
- 2 Le centre de recherche décrit ci-après est une institution publique dynamique qui se trouve en Asie. J'ai préféré ne pas le localiser davantage, ni *a fortiori* le citer nommément, pour deux raisons différentes :
 - 1°. Ne pas sembler vouloir le stigmatiser en particulier : il s'agit au contraire d'un cas d'espèce. Comme pour d'autres établissements du même type, les statuts de celui-ci sont par ailleurs clairs : ils ne promettent pas plus qu'ils n'offrent à leurs employés ;
 - 2°. L'anonymat est inévitable ici du fait d'une clause de confidentialité signée par les contractuels.
- 3 Il n'est pas question ici d'établir de comparaison entre la France et ce pays d'Asie compte tenu d'un contexte social, d'une histoire nationale et de nombreux paramètres de la recherche tout à fait différents entre l'un et l'autre pays. Dans le pays dont je parle, le statut de titulaire par exemple n'existe pas, hormis dans certaines universités. Le statut de "chercheur en début de carrière" non plus, d'ailleurs. Les chercheurs étrangers sont tous des "chercheurs en visite" (ou chercheurs invités), un statut générique qui rappelle à l'employé, parfois durant plusieurs années, le caractère temporaire de son poste. Seule une poignée d'entre eux acquièrent un statut de

chercheur ou chercheur senior au bout de quelques années de bons et loyaux services. Tous les postes de recherche du centre décrit ici sont des contrats à court terme ; ils se distinguent selon que la possibilité de leur renouvellement est plus ou moins acquise.

- 4 Le centre accueille des spécialistes de disciplines variées. On y croise des experts de la région spécialisés en sociologie, en économie, en histoire moderne et contemporaine, en anthropologie, ou encore en sciences politiques. Séparés par aires géographiques ou par disciplines, sortes de petits laboratoires dans un laboratoire, les chercheurs sont regroupés dans des "clusters" d'études par pays asiatique. De plus rares clusters sont dédiés à des programmes de recherche thématiques ou disciplinaires, comme les études économiques et sociales, mais aussi culturelles, ainsi que l'histoire de la région. Les employés comprennent des chercheurs de tous âges et à tous les stades de leur carrière. Tous ont été sélectionnés sur projet, sans que les autres conditions de leur recrutement – dont il va être question ici – ne soient mentionnées dans leurs contrats. Les nouvelles recrues, surtout les Européens, sont souvent surpris de découvrir à leur arrivée un système managérial relativement rigide, fondé sur un pilotage vertical des thèmes de recherche. S'agissant de la période contemporaine et de sujets sensibles liés aux questions de géopolitique, un tel pilotage peut paraître plus compréhensible, bien que peu justifié en principe ; il est plus difficile à vivre pour les historiens qui travaillent sur les périodes anciennes.
- 5 Les chercheurs invités, originaires de nombreux pays, surtout des divers pays d'Asie, voient leurs contrats renouvelés selon le degré de pertinence de leur recherche pour l'institution, c'est-à-dire pour l'intérêt de leur recherche dans la compréhension des problématiques sociétales et politiques les plus urgentes pour le pays d'accueil. Cette tendance s'est accrue au cours des dix dernières années, et s'explique notamment par la récente montée du populisme dans la région et de dynamiques politiques régionales vécues comme menaçantes pour le pays. Quelques années avant mon arrivée au centre, un éminent historien de la région avait vu son contrat interrompu pour ses opinions à contresens de l'historiographie nationale.
- 6 Le problème du pilotage stratégique orienté par des sujets d'intérêt national est parfois plus insidieux qu'on ne le pense. Les thèmes de recherche ne sont pas toujours imposés verticalement, du haut vers le bas, mais directement appliqués par les jeunes chercheurs qui savent que, pour être engagés, leur sujet doit s'articuler autour de thèmes déjà privilégiés par le centre de recherche. Les plus jeunes historiens entraînent presque tous grâce à des sujets plus ou moins liés aux problématiques sociales et politiques du moment. Or, pour les historiens, cette approche de l'histoire (ancienne notamment) par le biais des questions de géopolitique contemporaine, en dehors du fait qu'elle n'est souvent pas pertinente, peut non seulement conduire à une perte des savoirs, mais aussi compromettre la carrière des chercheurs.
- 7 L'histoire non contemporaine demande souvent plus de temps, notamment pour la collecte et l'analyse des sources épigraphiques. Elle ne peut pas non plus être abordée de façon aussi directe que la période contemporaine, surtout si le contexte historique n'a pas été suffisamment étudié. Le choix de sujets d'intérêt national fait ainsi prendre aux historiens le risque d'aller à l'encontre des préceptes et des méthodes fondamentales des études historiques, c'est-à-dire de devoir étudier tout le contexte général (politique et social) d'une période avant d'aborder des sujets plus précis. Un chercheur avait ainsi proposé d'étudier l'histoire d'une minorité ethnique à la période prémoderne, alors même que l'histoire de ce groupe ethnique n'avait pas encore été

bien étudiée pour les siècles précédents. C'est une période qui souffre d'une manière générale de l'absence d'une historiographie critique, avec diverses sources dont l'authenticité même était mise en doute. Les répercussions de tels choix de sujets "stratégiques" (mais non imposés) par des jeunes chercheurs, choix qui certes leur garantissent un poste à court terme, les oblige parfois à des mois supplémentaires de travail, ne serait-ce que pour réétudier le contexte historique de cette période. Le temps limité accordé aux projets à court terme ne permet pas de porter au crédit des productions du chercheur ce travail préliminaire et supplémentaire pourtant nécessaire. L'exercice en devient un jeu d'acrobatie, souvent au détriment de la santé du chercheur et de la qualité de sa recherche.

- 8 En France, les sujets et le calendrier des projets de recherche sont encore relativement souples et établis par les chercheurs eux-mêmes. Mais pourra-t-on continuer de jouir de cette liberté dans un système de type managérial où les projets, leur pertinence et leur durée seront évalués par des non-spécialistes ? Dès la seconde année de mon contrat en Asie, lorsque les projets ont commencé à s'accumuler, leur durée était souvent calculée de façon aléatoire par les administrateurs, sans consultation des chercheurs. Aux précédents projets s'ajoutaient de nouveaux, le plus souvent d'intérêt national, sans adaptation des calendriers. Dans ces logiques, les projets commandés par le financeur le plus important (ministères, agences gouvernementales ou fonds issus de donations d'États ou de sociétés privées) devenaient prioritaires. Les cartes étaient rapidement rebattues et redistribuées tandis que les sujets de recherche sur le temps long, sur lesquels repose souvent l'expertise du chercheur, devaient être sacrifiés pour pouvoir respecter les « délais de livraison ». En effet, l'évaluation du centre de recherche se faisait notamment au nombre de projets remportés au cours de l'année financière. À ces contraintes de temps de plus en plus serrées venait s'ajouter une politique de publication qui encourageait les chercheurs à publier dans la revue maison, mettant les uns en concurrence avec les autres du fait du nombre limité d'articles par numéro paru. Cette politique conduisait ainsi les chercheurs à sortir du système du *ranking* qui, bien que critiquable, détermine leurs chances d'être recrutés plus tard ailleurs.
- 9 Enfin, une des conséquences d'un système managérial où les sujets sont évalués par des non-spécialistes est aussi la dépossession et l'appropriation des données de la recherche et de la propriété intellectuelle. Dans un système où l'expertise du chercheur n'est pas une priorité, les sujets et les projets peuvent en effet être redistribués de façon aléatoire. S'agissant peut-être d'un cas extrême, l'un de mes collègues s'est vu déposséder d'un projet dont la rédaction lui avait déjà coûté plusieurs mois de travail, au profit d'un autre collègue, dans le seul but d'optimiser l'organisation du travail. Un autre chercheur, venant cette fois d'un autre centre de recherche, devait signer un contrat dans lequel il cédait la propriété de ses futures données de terrain à son employeur, dès la fin de son contrat.
- 10 Un certain nombre de collègues partageaient ce sentiment de frustration à sacrifier leurs compétences et la production d'un savoir spécialisé à celle d'un savoir généraliste au service de l'écriture d'une histoire nationale. Ce sentiment d'impuissance et de gâchis des savoirs était partagé par ceux qui, comme moi, s'étaient réjouis qu'une institution publique investisse dans la production de connaissances sur l'histoire régionale, pas seulement nationale. En réalité, ce centre de recherche s'était concentré en quelques années seulement sur les dynamiques politiques et économiques de son

propre pays, et celles de ses voisins immédiats, en partie pour des raisons de sécurité nationale. Il n'avait d'asiatique que son lieu d'implantation, la recherche elle-même se tournant de plus en plus vers l'histoire nationale, ou au plus celle des États immédiatement voisins.

- 11 À en juger par cet exemple à bien des égards paradigmatiques, ce sont les fondements mêmes du métier de chercheur que la managérialisation et le financement par projets à court terme mettent en danger. Ils y perdent leur expertise unique, la propriété de leurs données, leur libre arbitre, les moyens pratiques et intellectuels de travailler.